



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie
relative à la mise en œuvre de l'annexe I au Règlement (CE) 715/2009
sur les procédures de gestion de la congestion (CMP)**

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique concernant la proposition de mise en œuvre des procédures de gestion de la congestion (CMP) en France.

Eni s'est engagé dans le processus de définition du texte de l'Annexe I du Règlement en participant activement aux discussions et aux consultations organisées au niveau européen à ce sujet. Lors de ces discussions et des différentes consultations qui se sont succédées jusqu'à la définition du texte actuellement en vigueur, **eni** a exprimé son avis sur une partie prépondérante des sujets qui font l'objet de la présente consultation publique.

Avant de détailler notre avis sur le fond de cette proposition, nous souhaitons nous exprimer sur la forme.

Les GRT ont exprimé très clairement dans le texte de la proposition ne pas partager l'avis de la CRE concernant la nécessité d'une mise en œuvre immédiate des CMP en France, en l'absence de situations de congestion contractuelle. Par conséquent, les GRT nous présentent une proposition très succincte et très peu détaillée des mécanismes qu'ils envisagent de mettre en œuvre suite à la demande du Régulateur, ce qui rend d'autant plus difficile l'expression d'une position définitive au sujet des mécanismes proposés.

Eni tient donc à soumettre à la CRE ses commentaires sur la proposition en objet de cette consultation publique.



1. Restitution des capacités contractuelles

La proposition des GRT considère le mécanisme de rachat des capacités comme un service optionnel et qui devrait être facturé à l'expéditeur cédant ses capacités.

Pourtant le texte des CMP affirme que la restitution des capacités contractuelles est un droit pour l'expéditeur et que :

« Les gestionnaires de réseau de transport acceptent toute restitution de capacité ferme acquise contractuellement par l'utilisateur du réseau à un point d'interconnexion »

Il ne s'agit donc pas d'une option pour les GRT à offrir cette possibilité aux expéditeurs mais bien d'une obligation. Ceci implique que le mécanisme de restitution ne peut pas être considéré comme un service additionnel offert par les GRT mais faisant bien partie de leurs services de base. C'est donc, premièrement, pour cette raison que **eni** n'est pas en faveur d'une facturation systématique du service de restitution des capacités.

Deuxièmement une facturation de cette prestation serait en contradiction avec la possibilité de céder de la capacité per le biais du marché secondaire des capacités. Cela n'inciterait pas les fournisseurs à bien vouloir restituer leurs capacités. **Eni** est donc favorable à ce que le mécanisme de restitution fasse partie du service de transport de base des GRT et défavorable à toute facturation ultérieure de ce mécanisme.

Concernant la proposition de facturer au fournisseur cédant le différentiel de prix entre le prix initial de la capacité et le prix de revente au titre des capacités cédées dans le cadre des CMP, **eni** est défavorable

Cela impliquerait pour l'expéditeur de supporter le risque des choix du GRT pour la revente de la capacité sans avoir aucun control sur ce processus.

Eni souhaite que les couts supportés par les GRT et les éventuels « sous-revenus » des GRT liés à la restitution de capacités revendues à prix inférieur au prix initial soient mutualisés dans le tarif de transport à travers du CRCP, par exemple.

En ce qui concerne les sur-revenus potentiels générés par le mécanisme, **eni** propose qu'une partie de ces sur-revenus soit redistribuée aux expéditeurs cédants afin d'inciter les expéditeurs à céder la capacité non utilisée aux GRT plutôt que de choisir de l'offrir sur le marché secondaire en gardant entièrement l'éventuelle différence de prix. Ceci aurait comme conséquence positive de renforcer une gestion centralisée et optimisée de l'offre de capacité sur le marché.



2. Accroissement de la capacité par un système de surréservation et de rachat

Eni n'est pas en faveur de la proposition des GRT pour la mise en œuvre du mécanisme de surréservation et de rachat dans le système français.

Premièrement dans l'esprit des CMP, le schéma de surréservation et de rachat repose nécessairement sur un mécanisme incitatif et de marché.

Or, la proposition de mise en œuvre pour le 1^{er} Octobre ne semble pas à notre sens conforme aux principes fixés par les CMP.

Concernant la proposition de mise en œuvre d'une première phase « simplifié » et « administrée » **eni** est défavorable. Une telle solution n'est pas basée sur un mécanisme de marché et ne peut donc pas être envisagé dans le cadre d'un système respectueux de l'esprit des CMP.

La fixation d'un prix administré pour le rachat, soit il égal à 1/365^{ème} du tarif ou bien « *cappé* » à trois fois le tarif et corrélé au *spread* entre les deux marchés en amont et en aval du point concerné ne peut pas être prise en compte dans un mécanisme incitatif et de marché. **Eni** est donc défavorable aux proposition des GRT et de la CRE qui d'ailleurs nécessiteraient d'être discutées de manière plus approfondie.

Deuxièmement la proposition des GRT est assez vague, surtout en ce qui concerne la surréservation (quelle sera la logique de détermination des pourcentages de capacités additionnelles commercialisée par les GRT et leur mode de calcul ?). Il est donc très difficile pour les expéditeurs de pouvoir évaluer de manière objective l'exposition au risque de rachat des capacités de la part des GRT. Il n'est non plus précisé si le schéma s'applique de façon obligatoire à tous les expéditeurs présents sur le PIR concerné. D'autre part, au moment où nous répondons à cette consultation les résultats de l'étude sur l'application de ce mécanisme aux PIR concernés est attendue pour Juin 2013, ce qui d'autant moins objectif l'analyse que nous pouvons en faire.

L'impact de ce mécanisme est donc difficile à évaluer.

Enfin nous partageons la vision des GRT concernant le besoin de coordination avec les GRT adjacents. Cela mérite en effet des discussions et une concertation à cet effet.

En conclusion la mise en œuvre d'un schéma de surréservation et de rachat respectueux de l'esprit des CMP est envisageable uniquement sur la base d'un mécanisme de marché et en coordination avec les opérateurs adjacents. Nous ne sommes pas en faveur de la mise en œuvre du mécanisme tel que proposé par les GRT et par le Régulateur.

Toutefois, dès lors que le mécanisme sera mis en place il devra s'appliquer à tous les points d'interconnexion.



3. Use-It-Or-Lose-It(UIOLI)

Long Term UIOLI

Le mécanisme de Long Term UIOLI proposé depuis plusieurs années par GRTgaz nous paraît être dans son esprit tout à fait cohérent avec les prévisions des CMP.

La différence principale repose sur la définition de capacité «systématiquement sous utilisée ».

Pour les CMP est définie comme, notamment :

*« a) l'utilisateur du réseau utilise **annuellement** en moyenne, à la fois entre le 1er avril et le 30 septembre et entre le 1er octobre et le 31 mars, moins de 80 % de sa capacité acquise par un contrat d'une durée effective de plus d'un an, sans qu'aucune justification appropriée n'ait été fournie [...].*

Dans le cadre des règles de GRTgaz la capacité est sous-utilisée et donc soumise au mécanisme de UIOLI quand :

*« **Pendant une durée de six (6) Mois consécutifs**, dite période d'examen, les Quantités Journalières Programmées pour un expéditeur en enlèvement, respectivement en livraison, en un Point d'Interconnexion Réseau, sont inférieures en moyenne à quatre-vingt pour cent (80%) de la Capacité Journalière d'Entrée, respectivement de Sortie, souscrite par cet expéditeur au dit Point d'Interconnexion Réseau[...] »*

Cela nous paraît représenter une différence importante et plus contraignante pour les expéditeurs par rapport à ce que les CMP demandent.

Day-ahead UIOLI

Eni partage la vision de la CRE et ne souhaite pas que le mécanisme de *UIOLI day ahead* soit mis en oeuvre de façon anticipée.